

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909

N° 897 – 25 novembre 2006

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

DECEMBRE : LES LIBERAUX ENTRENT EN CAMPAGNE

Les partis sont en campagne. Les uns et les autres ont présenté quelques brouillons de programme. Ils ont un air de déjà vu, et même ceux qui à droite comme à gauche proclament leur désir de renouveau et de rupture ne brillent ni par leur originalité ni par leur clarté. Comme d'habitude il s'agit d'un patchwork électoral, destiné à attirer un électorat composite. Difficile d'avoir en même temps les voix des fonctionnaires, des entrepreneurs, des retraités et des jeunes. Faute de vision, les candidats ont pour l'instant des contorsions.

Tel n'est pas le cas des libéraux. Nous sommes aujourd'hui en mesure d'énumérer et d'expliquer les réformes qui s'imposent pour sortir le pays de la faillite économique, du désordre social et de la ruine morale.

J'écrivais il y a quelques semaines : « Les libéraux entendent alerter les électeurs et les candidats au cours des mois à venir. Les Français courent aujourd'hui des risques dont ils ne sont pas tous, ou pas toujours, conscients. Peut-on s'accommoder d'une société où la vraie "fracture sociale" est entre public et privé, entre privilégiés et assujettis ? Peut-on trouver une solution au dramatique problème de l'immigration et de l'intégration sans refondre le système de protection sociale, sans donner aux valeurs de civilisation la place qu'elles devraient avoir dans les écoles et les médias ? Peut-on sacrifier la jeunesse en la préparant au chômage, au nivellement, et au paiement d'une énorme dette publique et sociale contractée par les aînés ? Peut-on réduire les futurs retraités à la misère ? »

Si nous proposons à l'attention des électeurs et des candidats un « Guide », c'est parce que nous sommes nous-mêmes guidés par une vision d'espoir pour les Français : celle d'une société de liberté, de responsabilité et de dignité de la personne humaine.

Au mois de décembre, nous allons nous lancer dans une série de rencontres et de manifestations qui n'auront sans doute pas le relais des médias – la conspiration du silence fonctionne bien – mais qui pourront mobiliser vos esprits et vos énergies.

Dès le 7 décembre je vous donne rendez-vous pour le grand colloque organisé par l'ALEPS, l'IREF et Contribuables Associés sur le thème de l'Explosion des Impôts Locaux. Je vous en ai déjà parlé : il s'agit, à partir du récent ouvrage de Gérard BRAMOULLE, de décrire les abus et la faillite des finances locales en France, mais aussi de voir où en sont nos partenaires européens dans ce domaine. Ce n'est pas seulement une question de facture à payer pour le contribuable, c'est un choix politique fondamental qui répartit les pouvoirs entre l'Etat et les collectivités locales. Ce qui est en cause, c'est le jacobinisme. Je ne crois pas que les candidats nous en parleront beaucoup, c'est un sujet qui fâche ! Nous, nous pouvons en parler et nous élever contre cette marche incessante et suicidaire à la centralisation, à la bureaucratie des administrations nationales, au poids qu'y occupent les syndicats, à la disparition des libertés communales. Dans cette lettre vous aurez tous les détails sur cette rencontre.

Le 12 décembre sera une grande fête pour les libéraux. Nous célébrerons en effet les quarante ans de l'ALEPS. Créée le 10 décembre 1966 par André ARNOUX, un industriel désireux de soutenir la pensée libérale, dans laquelle il voyait non seulement le meilleur rempart contre le marxisme, mais aussi la meilleure façon de motiver les hommes dans l'entreprise et d'annihiler le mythe de la lutte des classes, l'ALEPS devait poursuivre son œuvre à travers des réalisations majeures. Les Semaines de la Pensée libérale, la formation du groupe des Nouveaux Economistes, le Grand Prix du Livre Libéral, les Universités d'Été de la Nouvelle Economie, et enfin et non le moindre le site libres.org et... la Nouvelle Lettre. Nous fêterons d'ailleurs le numéro 900 de cette Nouvelle Lettre. Nous fêterons enfin la présentation au grand public du Guide du Candidat, dans sa nouvelle édition, plus complète que la précédente. Pour ceux qui ne pourraient pas attendre si longtemps, j'indique que dès à présent existe un site qui présente le guide, dont l'adresse est bien simple : www.guideducandidat.org Ce site est aussi un portail vers les principaux partenaires de l'ALEPS, avec qui le Guide a été préparé et rédigé : Contribuables Associés, IFRAP, IREF, Liberté Chérie. Je ne sais pas où nous mènera cette campagne. Peut-être nos candidats, pourtant « aux écoutes » comme ils le prétendent, feront-ils la sourde oreille. Peut-être réviseront-ils quelques unes de leurs positions. Plus vraisemblablement ils donneront des apaisements et feront des promesses qu'ils trahiront dès le lendemain des élections, comme d'habitude. Mais nous, les libéraux, nous, de la société civile, nous aurons fait notre devoir de citoyens majeurs dans une démocratie véritable : dire ce que nous désirons, et faire valoir nos bulletins de vote. Le vrai choix n'est pas entre gauche et droite, ni entre un candidat et un autre, il est entre la révolution libérale ou le chaos. Le chaos peut être évité.

Jacques Garelo

Conjoncture

VIETNAM : MARXISME ET LIBRE-ECHANGE

C'est fait. Le Vietnam, toujours communiste, vient d'adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Cela ne suffit pas à en faire un pays libéral, mais c'est un tournant indiscutable vers le libre-échange et le pays a dû prendre un certain nombre d'engagements pour se transformer en économie de marché. Le Vietnam devient ainsi le 150^e membre de l'OMC et, outre sa situation paradoxale de pays « marxiste à économie de marché », ce pays attire l'attention par son importance (84 millions d'habitants), ses liens historiques avec la France et les guerres qui ont marqué son histoire, la nôtre et celle du monde libre.

Le 150^e membre de l'OMC

Ce n'est pas une adhésion comme les autres D'abord parce que le Vietnam est le 150^e membre de l'OMC, chiffre qui mérite d'être noté et marque une nouvelle étape dans la mondialisation. Non que l'OMC soit une officine libérale —elle a tout les défauts des bureaucraties internationales— mais elle a toujours défendu clairement le libre-échange, à la suite du GATT, et c'est dans le cadre de ces deux organismes qu'ont été réduits puis supprimés la plupart des droits de douane et des contingentements dans le monde.

Cette adhésion mérite aussi d'être notée parce que, au même titre que la Chine avec lequel il a bien des points communs, le pays reste un régime marxiste, avec le parti communiste comme parti unique, une absence de libertés civiles et une persécution religieuse. D'autres pays, qui sont, officiellement du moins, plus démocratiques, comme la Russie de POUTINE, attendent toujours sur

le seuil de la porte. Enfin, 84 millions d'habitants, ce n'est pas rien et la situation géographique du Vietnam, en Asie, dans la région la plus dynamique du monde sur le plan économique, mérite d'être notée.

Il y a vingt ans maintenant que le Vietnam prépare son adhésion, à l'époque au GATT, aujourd'hui à l'OMC. Il y a vingt ans qu'a commencé une lente transition vers l'économie de marché, une sorte de perestroïka, appelée là-bas « Doi Moi ». C'est ainsi que les privatisations d'entreprises publiques et les créations d'entreprises privées se sont multipliées, le secteur marchand atteint désormais 60% du PIB. Certes, cela veut encore dire 40% du PIB dans des entreprises publiques, ce qui est énorme, mais faut-il rappeler qu'après 1981 en France 33% du secteur industriel avait été nationalisé !

8,4% de croissance

La libéralisation progressive de l'économie a permis depuis dix ans d'avoir un taux de croissance du PIB de 7,5%, et même de 8,4% en 2005 : on se situe entre l'Inde et la Chine quant à la rapidité de la croissance. Mais l'adhésion à l'OMC (qui représente un document de 200 pages) comporte des engagements beaucoup plus profonds, qui ont été négociés ligne à ligne. Il y est question de la poursuite de la privatisation des entreprises et d'abolir le contrôle des prix (faut-il avoir la cruauté de rappeler qu'il n'a été aboli en France qu'en 1986).

La question de la propriété est également sensible, en particulier pour la propriété industrielle, qui sera désormais protégée. De tout cela, Truong Dinh TUYEN, ministre du commerce, en attend « un véritable coup de fouet économique ». C'est un vrai défi pour les entreprises publiques, habituées jusque là au rythme tranquille de la planification, qui favorisait comme toujours le sommeil des entreprises. Le vice-premier ministre Nguyen Sing HUNG a déclaré « Si ces entreprises (publiques) ne se réforment pas rapidement, elles connaîtront des difficultés importantes ».

Elles seront sûrement obligées de se transformer sous l'aiguillon de la concurrence « la potion de la concurrence étrangère va être dure à avaler pour les firmes vietnamiennes, mais elle les aidera à se renforcer ». Mais surtout, a-t-il admis, « dans la concurrence, des entreprises et des produits vont échouer ». Il y aura donc des disparitions d'entreprises : rupture totale avec la politique menée jusque là ».

La dynamique des exportations

Cependant la rupture la plus importante, symbolisée par cette adhésion à l'OMC, c'est l'acceptation du libre-échange : le pays a dû baisser « drastiquement » ses droits de douane, et a éliminé les barrières dans l'agriculture, les produits industriels, les services ; il s'agit aussi de libéraliser le climat des affaires et d'ouvrir le jeu de la concurrence. Les investissements seront également libérés. Les pays voisins craignent qu'une partie des financements ne les quitte pour aller au Vietnam, en raison du potentiel de croissance. Le pays devient une destination sûre pour les investissements, qui se comptent déjà en milliards de dollars et ont été multipliés par 3 en cinq ans. Quant aux exportations, elles ont progressé de 28,7% en 2004 et de 30,1% en 2005 et cela va s'amplifier encore. Elles devraient être multipliées par 3 en cinq ans.

Une nouvelle fois, ce sont les échanges internationaux qui vont permettre le décollage d'un pays jusque là ruiné par la planification, mais aussi par son isolement. La formule suivant laquelle le commerce est la meilleure forme d'aide au développement se confirme à nouveau. L'ouverture des frontières non seulement donne de formidables opportunités d'exportations, mais surtout oblige toutes les entreprises nationales à s'adapter sans cesse et à jouer le jeu du marché concurrentiel. On ne peut plus tricher dans une économie ouverte.

Et pourtant, on ne peut s'empêcher, comme dans le cas de la Chine, de se poser des questions. Le parti unique est toujours là. L'absence de liberté se fait sentir. Comment choisir librement des produits si l'on ne peut librement communiquer ou se déplacer ? Comment même faire coexister la libre publicité avec l'absence de liberté des médias ? Et comment ne pas sentir la contradiction entre le choix de la liberté économique et les dogmes toujours présents du marxisme, dans l'enseignement ou la politique. Il viendra sans doute un moment où il faudra trancher. Parions sur la dynamique des libertés, qui, du domaine économique, devrait gagner peu à peu la politique. Certes l'histoire du communisme nous apprend à rester prudents : le parti ne se laisse pas facilement dissoudre.

UN PARC PUBLIC POUR DES GAZELLES !

La notion de gazelle est chère à Bernard ZIMMERN et à l'IFRAP. Il s'agit de ces petites entreprises très dynamiques, en croissance rapide, qui sont les grands créateurs d'emplois de notre époque, dans la plupart des pays. Cette notion est si importante que Jacques GARELLO lui a consacré tout un paragraphe dans le chapitre I du Guide du candidat de l'ALEPS « Pour en finir avec le chômage : Faciliter le démarrage des gazelles ».

Nous renvoyons nos lecteurs au Guide du candidat pour des informations plus précises, mais il faut savoir qu'il manque en France près de 7 millions d'emplois dans le secteur privé, par rapport à nos voisins de taille comparable et que l'essentiel de ce déficit vient d'une création de gazelles moitié moindre qu'en Angleterre ou aux Etats-Unis. Mais pour se créer et se développer, les gazelles ont besoin de capitaux.

« La solution consiste donc à donner à l'épargne française la possibilité de se placer dans les gazelles à des conditions fiscales avantageuses et à ne pas décourager les candidats à la création d'entreprises privés qui acceptent de prendre les risques de leur initiative, assurés d'un financement suffisant ». D'où le rôle des Business Angels, qui financent ces entreprises dynamiques : ce sont des épargnants réunis autour du projet d'un entrepreneur. Evidemment, les choses sont bien claires, tout cela ne peut fonctionner qu'avec le secteur privé, incité fiscalement, aussi bien pour la création d'entreprise que pour leur financement.

Le gouvernement, comme toujours, n'a entendu que la moitié du message et a retenu qu'il fallait faire quelque chose pour les petites entreprises. Le voilà donc qui conçoit un plan destiné aux PME, un plan qui, bien entendu, est passé au crible du colbertisme et du dirigisme à la française. C'est le Président lui-même qui est monté au créneau, s'exprimant sur ce sujet -c'est tout un symbole- à l'occasion du 190^e anniversaire de la Caisse des dépôts et consignations.

La Caisse, organisme entièrement public, est le bras financier de l'Etat pour ses opérations de mécano industriel. Elle procède en douceur et avec discrétion à des nationalisations, comme récemment avec Quick. Le Président a tranché : c'est la Caisse des dépôts qui s'occupera du financement des PME en général et des gazelles en particulier.

L'opération est baptisée France investissement. Il s'agit, comme le précise Les Echos d'un « dispositif de financement en fonds propres des PME et des jeunes pousses ». Le dispositif est financé aux deux tiers par la Caisse (donc sur fonds publics, décidés par un organisme financier public) et pour un tiers par trois assureurs (Axa, AGF et Groupama) et trois banques (Caisse d'épargne, Natexis Banques Populaires et Société générale). Le tout ferait environ 3 milliards d'euros en six ans, avec une moyenne de 500 millions par an (le financement privé n'étant pour l'instant acquis que pour 2007). De son côté, la Caisse des dépôts, toujours aussi riche, met tout de suite sur la table 2 milliards pour les six ans à venir.

La Caisse des dépôts est non seulement le principal financier, mais encore « le pivot du dispositif ». Renaud DUTREIL précise dans Les Echos : « Dans le cadre de la branche publique, la Caisse des dépôts redessinera son programme d'intérêt général et pourra financer des Business Angels constitués en sociétés de capital-risque ».

On pourrait encore améliorer le dispositif public et on s'étonne que J.CHIRAC n'y ait pas pensé : un plan national pourrait définir année après année la liste des entreprises à financer ou même à créer. C'est une formule qui a fait ses preuves... Pourquoi pas, puisque le Président a situé cette démarche « au confluent de l'intérêt général et des logiques de marché, au cœur du modèle économique et social français ». Trêve de plaisanterie, car le sujet est sérieux, voilà le type même d'aberration économique et d'obstination bureaucratique. Au lieu d'associer étroitement épargne et entreprise privées, on parque les gazelles dans la réserve de l'Etat. Dans ce champ clos, elles ne courent ni très vite ni très longtemps.

PRESIDENTIELLES : LE MEDEF A BERCY

Nous avons maintes fois salué comme il convenait l'engagement du MEDEF dans le combat des idées et en particulier les prises de positions courageuses de sa Présidente, Laurence PARISOT, mais aussi de nombreux entrepreneurs français. Il est essentiel que la société civile s'exprime, surtout à la veille d'échéances politiques importantes. Nous le faisons de notre côté, avec l'ALEPS et d'autres associations amies, avec le Guide du candidat. Il est important que les entreprises, y compris au plus haut niveau, le fassent aussi.

Pour cela, le MEDEF a prévu, comme nous l'avions déjà annoncé, de publier un livre blanc. Celui-ci est en cours de rédaction et il sortira en janvier, à un moment où les principaux candidats aux présidentielles seront connus et où les Français seront prêts à entendre ce qui doit être dit. Les diverses instances du MEDEF seront consultées au fur et à mesure et apporteront les infléchissements nécessaires. Il apparaît clairement, comme le souligne Les Echos, que « la rédaction finale sera assurée par la Présidente elle-même », aidée de quelques proches collaborateurs.

Mais on pouvait craindre que, dans le déluge médiatique auquel nous allons être soumis de la part de la classe politique, ce livre blanc passe plus ou moins inaperçu. Ce n'est pas l'intention de Laurence PARISOT. On vient en effet d'apprendre, par une indiscretion de Pierre FONLUPT, Président de la commission entreprises et société du MEDEF, publiée par Les Echos, que, comme le titre ce journal sur six colonnes : « Election présidentielle : Le MEDEF prépare un rassemblement spectaculaire pour la fin janvier ».

Les choses sont même plus précises et plus avancées : citons Les Echos : « Laurence PARISOT a le projet de frapper fort. Selon nos informations, la patronne des patrons dévoilera les propositions de son organisation pour la présidentielle de 2007 au cours d'une manifestation à grand spectacle au palais omnisports de Paris-Bercy le 25 janvier, l'ouvrage étant disponible en librairie quelques jours avant ».

Il est question de rassembler plusieurs milliers de chefs d'entreprises, plus de 5 000 en tous cas. Les candidats étant alors déclarés, Laurence PARISOT précise « de cette manière, nous donnerons le la. Le MEDEF aidera les électeurs à évaluer les programmes des partis au lieu de donner aux politiques l'occasion de faire de nous une cible ». On se souvient qu'en 1999 Ernest Antoine SEILLIERE avait réuni 30 000 patrons au parc des expositions de la porte de Versailles pour dire non aux lois AUBRY sur les 35 heures. C'est quelque chose de ce type qui se profile, mais avec un discours sur l'ensemble des questions économiques et sociales.

Thierry BRETON, après cela, a bonne mine avec ses accusations récentes dénonçant « la somnolence » du MEDEF. Et il risque même d'en faire aussi les frais, car le discours du MEDEF sera sans concession pour toute la classe politique. Que M. BRETON et ses amis, et c'est cela qui les met en rage, n'en attendent pas le soutien béat et naïf d'un des candidats, mais un discours de vérité destiné à tous sans exception.

Quant à nous, nous ne pouvons que nous réjouir de cette situation de réveil de la société civile. Et, à la différence de la société politique, nos divers apports, ceux des think tanks, ceux des associations libérales, aussi bien que ceux des entreprises, ne viennent pas se concurrencer, mais contribuer à une même prise de parole de la société civile, dans ses différents composantes. Ce sont seulement des éclairages complémentaires qui sont apportés et dans ce combat toutes les contributions de la société civile, la vraie société civile, sont les bienvenues. Le réveil de la société civile sera sans doute la grande surprise de la préparation de ces élections 2007. Pour fêter avec un peu de retard le bicentenaire de TOCQUEVILLE.

RUSSIE : L'IMPOT DE CORRUPTION

Milton Friedman avait inventé « l'impôt d'inflation » pour dénoncer le prélèvement que les gouvernements faisaient subir aux détenteurs d'encaisses monétaires (argent liquide et avoirs sur les comptes de chèques) quand ils détérioraient le pouvoir d'achat de la monnaie. L'inflation volait les gens de 10 % ou plus chaque année, tandis que le gouvernement finançait ses dépenses à bon compte.

Voici que les Russes pratiquent maintenant « l'impôt de corruption ». Tous les fonctionnaires exigent des sommes impressionnantes pour accorder aux administrés russes les autorisations et les passe-droits dont ils ont besoin pour exercer leur activité quotidienne. Plus que le principe, déjà ahurissant dans un pays développé, c'est l'énormité de ces prélèvements « parallèles » ainsi exigés qui ne manque pas de frapper.

Ainsi le procureur général adjoint Alexandre BOUKHSMANE, annonce-t-il dans le quotidien gouvernemental (à vrai dire ils le sont presque tous aujourd'hui) Rossiiskaïa Gazeta, que le coût de la corruption s'élèverait à 240 milliards de dollars par an, soit presque la moitié du PIB de la Russie.



CONTRIBUABLES ASSOCIES

et

Institut de Recherches Economiques et Fiscales - IREF

vous invitent à assister à la conférence qu'ils organisent ensemble
à l'occasion de la parution de l'ouvrage du Professeur Gérard Bramoullé
« *Finances et Libertés Locales* », Editions de la Librairie de l'Université d'Aix-en-Provence

le Jeudi 7 décembre 2006

de 18 à 20 heures

dans l'amphithéâtre du GIM – Groupe des Industries Métallurgiques de la Région Parisienne
34 avenue Charles de Gaulle – 92200 NEUILLY SUR SEINE
Métro : Porte Maillot

L'EXPLOSION DES IMPÔTS LOCAUX

EXPERIENCES FRANCAISES ET SOLUTIONS EUROPEENNES



Acceuil

par Alain Mathieu Président de Contribuables Associés



Introduction

par Enrico Colombatto, Professeur d'Economie à l'Université de Turin



La dérive des impôts locaux en France

par Gérard Bramoullé, Professeur d'économie à l'Université d'Aix en Provence



Les expériences étrangères de décentralisation fiscale :

En Belgique : *par Thierry Afschrift, Professeur d'économie à l'Université de Bruxelles*

En Suisse : *par Victoria Curzon Price, Professeur d'économie à l'Université de Genève*

En Allemagne, *par Lars Feld, professeur d'économie à l'Université de Marburg*



Conclusion

Par Benoîte Taffin, Porte-parole de Contribuables Associés

Les participants seront heureux de se retrouver autour du pot de l'amitié à la fin de la réunion et de se faire dédicacer l'ouvrage de Gérard BRAMOULLE
Une participation de 5 euros leur sera demandée.

12 DECEMBRE : L'ALEPS A QUARANTE ANS

Le mardi 12 décembre 2006 de 18 à 20 heures

dans l'amphithéâtre du GIM – Groupe des Industries Métallurgiques de la Région Parisienne
34 avenue Charles de Gaulle – 92200 NEUILLY SUR SEINE (Métro : Porte Maillot)

Ce jour-là un programme complet rappellera l'histoire de l'ALEPS depuis quarante ans, mais aussi son activité actuelle, illustrée par la présentation au public de la deuxième édition du

GUIDE DU CANDIDAT

La naissance et l'histoire de l'ALEPS :

Présentation audio-visuelle à partir d'un texte de Georges LANE, trésorier de l'ALEPS, conçu à partir de la documentation réunie par Jacqueline BALESTIER et Axel ARNOUX, administrateurs.

Témoignages sur les temps forts de l'ALEPS :

Claude HARMEL, co-fondateur et secrétaire général de l'ALEPS 1966 – 1982

Alain MADELIN et Hervé NOVELLI : 35 ans de vie avec l'ALEPS

Fred AFTALION : L'ALEPS et la Société du Mont Pèlerin (Hayek et Friedman à Paris)

Pascal SALIN : Les Nouveaux Economistes, les Prix du Livre Libéral

L'ALEPS aujourd'hui : les publications, le site, la Nouvelle Lettre

Jacques GARELLO, président de l'ALEPS

La société civile au cœur de la démocratie : le guide du candidat

Alain MATHIEU, président de Contribuables Associés

Bernard ZIMMERN, fondateur et directeur de l'IFRAP

Jean Philippe DELSOL, administrateur de l'IREF

Vincent GINOCCHIO, président de Liberté Chérie

Le pont entre société civile et société politique

Laurence PARISOT, présidente du MEDEF*

Jean Noël FOURGOUS, député à l'Assemblée Nationale et ses collègues parlementaires présents.

**accord de principe, participation à confirmer*

ATTENTION : le nombre de places est limité à 200 participants. Il est conseillé de s'inscrire auprès de Jacqueline BALESTIER au 0143805518 ou sur le site www.libres.org. Cocktail offert à 20 heures.

AU SOMMAIRE DU N°897 :

EDITORIAL : Décembre : les libéraux entrent en campagne pp. 1-2

CONJONCTURE : Vietnam : Marxisme et libre-échange pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Un parc public pour des Gazelles p.4 - Présidentielles : le MEDEF à Bercy p. 5 – Russie : l'impôt de corruption p. 6.

L'AGENDA DES LIBÉRAUX: L'explosion des impôts locaux p.7 – 12 décembre: L'ALEPS a 40 ans p. 8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille